

LA CIVETTE TURQUE

PATRICE JORLAND *

Bien qu'ils aient été promus depuis peu, les BRICS font déjà des émules et, dans ce deuxième groupe aux contours encore imprécis, la Turquie apparaît régulièrement. Elle entend jouer un rôle international à la mesure de sa position géographique et de sa croissance économique. Elle exploite les marges que lui ont ouvertes la fin de la guerre froide et les mésaventures américaines dans le Grand Moyen-Orient. Forte de la stabilité politique assurée ces dernières années par l'AKP, la diplomatie turque, que conduit le professeur Ahmet Davutoglu, fait feu de tout bois, tout en suivant une grande stratégie clairement énoncée. Les limites, les contradictions et les ambiguïtés n'ont pas disparu, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, mais il faudra désormais compter avec la civette turque.

Les sigles ou acronymes font florès. Certains d'entre eux se sont imposés, parfois désobligeants, comme celui de PIGS qui regroupe les pays de l'Union européenne soumis aujourd'hui à la fêrule des marchés financiers (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne), cependant que d'autres ont acquis des connotations inattendues. Il en va ainsi des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), définis à l'origine comme des « marchés émergents » auxquels, et en fonction d'une batterie de critères, Goldman Sachs recommandait de s'intéresser comme à autant de débouchés et de placements prometteurs. Le sigle se lit désormais BRICS du fait de l'adjonction de l'Afrique du Sud lors du sommet réuni, en avril dernier, dans l'île chinoise de Hainan. Mais, ce qui était une trouvaille lexicale se transmue en une donnée géoéconomique et géopolitique, dans la mesure où les dirigeants de ces États se rencontrent, développent leurs échanges et coordonnent leurs diplomaties. Pour ne pas être en reste avec Jim O'Neill, l'inventeur du sigle, devenu depuis président de Goldman Sachs Assets Management, d'autres acronymes ont été conçus pour désigner, en fonction de paramètres similaires, un deuxième groupe d'« économies émergentes ». De configurations variables, pour ne pas dire hétéroclites, ils ont en commun de faire ressortir le poids territorial, démographique et

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

économique de la Turquie: 37^e rang mondial pour la superficie (782 562 km²), 17^e pour la population (78 millions), ainsi que pour son PIB nominal, 15^e pour son PIB à la parité de pouvoir d'achat. À quoi s'ajoutent son appartenance à l'OCDE et sa participation aux réunions du G20.

Une diplomatie visionnaire ?

Or, de façon une fois encore inattendue des financiers, la Turquie, forte de cette ascension, semble se défaire de son simple rôle de bastion avancé de l'OTAN et vouloir donner une orientation plus autonome et un contenu sensiblement plus novateur à son insertion internationale. Qui plus est, elle le fait de manière ouverte et articulée.

Ahmet Davutoglu présente en effet l'avantage d'avoir écrit plusieurs ouvrages universitaires, partant d'avoir eu le loisir d'élaborer une vision du monde et de la place que pourrait y tenir la Turquie, avant que de devenir le conseiller diplomatique du Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkinma Partisi* ou AKP), actuellement au pouvoir, puis le ministre des Affaires étrangères de son pays. Aussi est-il en mesure d'énoncer aujourd'hui cette vision de façon systématique et cohérente. En janvier 2010, il déclarait ainsi devant la conférence de ses ambassadeurs: « Pour le jour de 2023 où le pays célébrera le centième anniversaire de sa fondation, j'anticipe une Turquie membre à part entière de l'Union européenne, après avoir répondu à toutes les conditions d'adhésion, entretenant des relations pacifiques avec tous ses voisins, intégrée aux espaces proches par des liens économiques et une vision commune de la sécurité, actrice effective dans les régions où elle a des intérêts nationaux et présente dans toutes les affaires globales, une Turquie parmi les dix premières économies du monde ».

Cette « vision 2023 » se structure autour de trois principes méthodologiques et se déploie en cinq principes opérationnels. Point de départ des premiers, une « approche visionnaire » doit se substituer à la recherche de « réponses » aux crises, de manière qu'un cadre « consistant et systématique » se construise, dans lequel se déploieront un « nouveau discours » et un « nouveau style diplomatique ». Dit autrement, la Turquie ne se contentera plus de tenter de répondre aux crises nées de tensions et de conflits dont elle ne maîtrise pas les causes, comme cela était le cas tout au long de la guerre froide. Son action extérieure reposera sur une analyse d'ensemble des diverses régions du monde et elle adoptera partout la même approche des questions en privilégiant, par la diplomatie, les échanges économiques et l'influence culturelle, l'exercice de

la « puissance douce » (*soft power*), plutôt que le recours à la force des armes qui caractérise la « puissance dure » (*hard power*). Les cinq principes opérationnels sont l'application « réaliste » de cette refondation de la politique extérieure de la Turquie : articulation des préoccupations sécuritaires et des exigences démocratiques, les premières ne devant pas interdire les secondes mais au contraire s'en nourrir, zéro problème avec les États voisins, diplomatie proactive et préventive cherchant à anticiper la cristallisation des tensions internationales en s'attaquant à leurs racines, politique extérieure multidimensionnelle, c'est-à-dire rejetant le « jeu à somme nulle », participation volontariste aux diverses instances internationales afin d'y faire entendre la voix et, par là, les intérêts de la Turquie.

Ce discours repose sur la définition classique de la puissance que donne l'« école réaliste » des relations internationales. Il y a, d'un côté, les facteurs objectifs de la puissance – la position géographique, le territoire, la population, les ressources naturelles – et, de l'autre, les facteurs construits, c'est-à-dire les capacités économiques, scientifiques et techniques, l'épaisseur et le rayonnement culturels, ou encore la tradition stratégique que peut donner une longue histoire d'État souverain¹. À ce titre, la Turquie est de manière indubitable un État pivot dans la masse eurasiatique, en contact immédiat avec les Balkans, le Caucase et, au-delà, l'immensité russe, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et, pour les espaces maritimes, avec la mer Égée, la mer Noire et la Caspienne. Or, ces données géopolitiques sont également géo-historiques, en ce que tout ou parties de ces espaces ont été inclus dans l'empire ottoman de 1299 à 1922, ce qui signifie que des faits de civilisation communs – depuis la cuisine et la musique jusqu'à certains vocables – et des proximités de comportement perdurent, dont la Turquie peut se prévaloir dans ses relations internationales. Cette dimension historique élargit même l'aire géopolitique dans laquelle la Turquie devrait pouvoir agir, puisqu'à son apogée l'empire ottoman s'étendait d'Aden aux portes de Vienne et qu'il a un temps recouvert tout le nord de l'Afrique, Maroc excepté. Mais aussi, du fait de ce passé, puis de la révolution kémaliste engagée à partir de 1923, comme de par les

¹ Parmi les nombreux ouvrages écrits par Ahmet Davutoglu, le plus fréquemment cité n'a pas été traduit dans des langues occidentales. Son titre est cependant révélateur : *Stratejik Derinlik, Turkiyenin Uluslararası Konumu* (Istanbul, 2001), que l'on peut traduire par *Profondeur stratégique, la position internationale de la Turquie*. Toutefois, les analyses et les résumés qui en ont été faits se sont multipliés ces deux dernières années, ce qui permet d'en connaître la teneur.

relations économiques, politiques et humaines qu'elle a établies avec la CEE/UE au cours du dernier demi-siècle, la Turquie est un État européen et l'objectif officiel de la diplomatie turque reste bien l'adhésion complète du pays à cet ensemble continental.

Des marges nouvelles

Selon Ahmet Davutoglu, ces facteurs classiques de la puissance ne peuvent devenir opératoires que si l'acteur étatique les relie et les mobilise dans une vision stratégique. Encore convient-il que les corrélations de forces permettent d'éviter que cette vision ne s'égare dans les rêveries de grandeur ni ne se traduise par des gesticulations verbales. Or, pour un ensemble de raisons internes et internationales, il devient possible à la Turquie de penser et d'agir de façon autonome.

28

En premier lieu, les capacités productives dont elle dispose désormais ont réduit sa dépendance extérieure et permettent à ses entreprises d'exporter et d'investir à l'étranger, tout particulièrement dans les pays du sud ou dans les États nouvellement apparus en Asie centrale. C'est notamment le cas avec les branches de la construction navale, de l'automobile, de l'électronique grand public (Vestel est le premier producteur de téléviseurs en Europe), de l'ameublement, du textile (les *denims* en particulier), du BTP, de l'ingénierie, voire des armements, quand bien même le niveau technique n'est pas toujours le plus élevé. Cet élargissement aidera en retour à assurer les approvisionnements en matières premières, dont la Turquie est inégalement dotée, et à sortir du rôle de sous-traitant et de façonnier des firmes transnationales. Certains experts ajoutent à cela l'apparition de nouvelles catégories d'entrepreneurs, installées en Anatolie centrale, dont la piété intégrerait un sens du travail, de l'épargne et de l'investissement qui en ferait une variante islamique du calvinisme dans lequel le sociologue Max Weber voyait l'origine de l'esprit du capitalisme ². Elles constitueraient la base électorale de l'AKP et viennent compléter des groupes plus anciens et le secteur public.

Il se trouve par ailleurs, et Ahmet Davutoglu insiste à juste titre sur ces données, que le système des relations internationales a été bouleversé par la fin de la guerre froide, sans cependant qu'un

² « Les calvinistes islamiques, changements et conservatisme en Anatolie centrale », ESI, 19 septembre 2005, p. 35. Cette étude est centrée sur la province de Kayseri dont est originaire Abdullah Gül, l'actuel président de la République turque.

nouvel ordre n'eût été établi de façon durable. Pour mémoire, la Turquie avait été, dès l'abord, l'un des deux enjeux de la « doctrine Truman », telle qu'énoncée le 12 mars 1947, et a tenu, depuis, le double rôle de « bastion oriental » de l'OTAN face à l'URSS et de point d'appui du « monde libre » au Proche-Orient. Elle fut en février 1955 l'un des membres fondateurs du Pacte de Bagdad qui l'associait à l'Irak, à l'Iran et au Pakistan, sous l'égide du Royaume-Uni, avant que les États-Unis ne les rejoignissent en 1958 et que, suite à la défection de l'Irak en 1959, le nom ne devînt Organisation du traité central ou CENTO. Dans le même esprit, un partenariat a été établi avec l'État d'Israël qui s'est traduit par une intense coopération stratégique, notamment pour la modernisation des armements turcs, et la signature d'un accord de libre-échange. C'est dans ce cadre occidental qu'un considérable instrument militaire s'est édifié, avec des effectifs dépassant aujourd'hui le million d'hommes, réserves, gendarmerie et garde-côtes inclus, ce qui place le pays au deuxième rang de l'OTAN, des matériels modernes et une industrie locale des armements : MKEK (munitions et explosifs), TAI (aéronautique, en coopération avec des firmes américaines et EADS), Roketsan, Otokar (véhicules blindés, mais également autocars et minibus), Aselsan et Halvesan (électronique embarquée et logiciels), qui relèvent le plus souvent des forces armées. Ce faisant, la place de ces dernières n'a cessé de brider le pays, les coups d'État militaires se sont répétés et la répression la plus brutale s'est continûment abattue sur les Kurdes, ainsi que sur toute velléité contestataire.

Le rôle de charnière que lui attribuait la grande stratégie américaine ne disparaissait pas avec la dissolution du Pacte de Varsovie et l'implosion de la Russie, mais la « menace » s'étant évanouie, se contenter de jouer la partition écrite par d'autres était condamner la Turquie à perdre les opportunités qui s'ouvraient à elle et à demeurer une éternelle cliente. La guerre froide avait gelé les positions, à la manière d'une guerre de tranchées. Sa fin faisait réapparaître la position de pivot eurasiatique qu'Ankara pourrait chercher à exploiter dans son intérêt propre. Aussi des initiatives ont-elles été prises, avant même que l'AKP ne fût parvenu au pouvoir, afin d'accéder aux marchés et aux ressources de l'Asie centrale et du Caucase, Ankara ne restant par ailleurs pas inactive durant les conflits qui accompagnèrent le démembrement de la Yougoslavie. À cette démarche était attaché le nom d'İsmail Cem (1940-2007), qui fut ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002 et œuvra à la normalisation des relations avec la Grèce, mais les critiques qui accompagnèrent son positionnement à la gauche de l'échiquier parlementaire d'alors et l'instabilité politique de l'époque limitèrent son efficacité.

Néo-ottomanisme ?

L'activisme de la diplomatie turque n'a pas échappé aux analystes occidentaux, qui ont eu tendance à le définir comme un néo-ottomanisme, entendez comme la volonté, ou au moins le désir, de (re)constituer une zone d'influence correspondant à l'espace jadis régi par la Sublime Porte, de faire rejouer ce qui pouvait être partagé de cet héritage historique et/ou du facteur islamique. Cela paraît indiscutable, mais le vocable peut être instrumentalisé et, en tout état de cause, nommer d'emblée tend à corseter la réflexion.

Un soupçon entoure la diplomatie turque et le discours de son premier responsable, le soupçon de l'islamisme politique. L'AKP se réclame, on le sait, d'une lecture et d'une pratique « éclairées » de l'islam, mais qui iraient à l'encontre de la laïcité inscrite par Mustapha Kemal, dit Atatürk, dans la constitution de 1924 – interdiction des signes religieux, repli de la religion dans la sphère privée et hors de l'enseignement public –, que compléta l'abolition du califat. Comme, par ailleurs, la diplomatie turque a sensiblement évolué ces dernières années, tant au sujet de la question palestinienne qu'à propos de l'Iran, la tentation est vive de la concevoir comme un rapprochement progressif, en tapinois, avec les éléments les plus hostiles à Israël, voire à l'Occident, ce qui, en retour, aiderait à diffuser l'islam politique dans la société turque. En d'autres termes, réorientation de la politique extérieure et effritement de la laïcité iraient de pair et se renforceraient mutuellement. Cette tentation devint procès d'intention avec l'affaire de la flottille de la paix faisant route vers Gaza et l'attaque, le 31 mai 2010, du *Mavi Marmara*, propriété de l'organisation turque IHH, par un commando de l'armée israélienne.

Force est cependant de constater que, pour que la Turquie parvienne à sortir du statut de client, à faire valoir sa position de pivot et à tenir sa place dans les relations internationales, il lui faut dépasser les contradictions et les impasses du kémalisme, sous ses différents avatars. D'une part, la laïcité turque n'est pas la séparation des églises et de l'État, mais la subordination de l'islam à l'État, lequel nomme et dirige les imams, subordination qui s'accompagna de l'identification de la turcité à l'islam sunnite, si bien que les courants hétérodoxes (alévisme) ou les croyants des autres confessions (yézidis, chrétiens et juifs) ont été longtemps discriminés et réprimés. D'autre part, la Turquie est une création somme toute récente – elle n'a pas cent ans –, accomplie au forceps et au prix de l'expulsion de certaines de ses minorités, du déni de sa diversité ethnolinguistique, d'une césure, souvent hostile, avec ses voisins, Grèce, Russie, aires du Caucase et du Moyen-Orient,

ce qui ne pouvait, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, que la conduire à passer sous la dépendance des États-Unis. Dans cette perspective, le susdit néo-ottomanisme ne serait donc pas un repli sur le passé, mais pourrait être un élément de projection vers l'avenir. On le retrouvait d'ailleurs dans la réflexion politique d'Ismail Cem, l'AKP lui donnant simplement une intonation plus islamique. À cette double dimension historique et religieuse s'ajoute celle du panturquisme, dont le spectre regroupe des préoccupations culturelles somme toute comparables à celles de la francophonie, mais inclut le *pantouranisme*, courant chauvin dont le rêve est de « rassembler », jusqu'au Xinjiang chinois, l'ensemble des peuples turcophones, quand bien même ceux-ci n'ont jamais fait partie de l'empire ottoman. Ce courant était perceptible dans la précipitation avec laquelle entrepreneurs, financiers et conseillers de toutes sortes se sont précipités vers les nouveaux États d'Asie centrale et leurs ressources, et c'est à cette fin que fut créée en janvier 1992 l'Agence turque de coopération internationale (TIKA). L'AKP, dont le programme initial n'en tenait pas compte, semble aujourd'hui s'en réclamer, peut-être sous l'impulsion de la « bourgeoisie anatolienne » qui a trouvé son compte en Asie centrale. En tout état de cause, des réunions regroupent régulièrement les chefs d'État des pays turcophones dont le 10^e sommet s'est réuni en septembre 2010 à Istanbul et Ankara a lancé un programme en vue d'accueillir 10 000 étudiants du monde *türk* ³.

De plus, comme le remarque Ahmet Davutoglu, aucun ordre international n'a été établi de façon durable après la fin de la guerre froide ou, plutôt, et contrairement à leur ambition, les États-Unis ne sont pas parvenus à modeler en profondeur l'ensemble des relations internationales. Pire, les guerres et les opérations à répétition dans le grand Moyen-Orient – on se souvient qu'en 2003, le parlement turc refusa de laisser entrer sur le territoire national d'unités américaines devant participer à l'invasion de l'Irak –, l'unilatéralisme des huit années de présidence Bush et enfin la crise économique dont

³ Robert Genté, « Turquie : entre recherche d'identité et pragmatisme en ex-URSS », in Bertrand Badie et Dominique Vidal, *Nouveaux acteurs, nouvelle donne, l'état du monde 2012*, La Découverte, Paris, 2011, pp. 205-211. On ne saurait omettre le rôle du mouvement de Fethullah Gülen qui, sans être directement affilié à l'AKP, développe, à l'échelle internationale, une vision similaire de la place du religieux, et notamment de l'islam, dans la société et la politique. Cf. Bayram Balci, *Missionnaires de l'islam en Asie centrale. Les écoles turques de Fethullah Gülen*, Maisonneuve & Larose, Paris, 2003, 302 p.

l'épicentre se trouve outre-Atlantique, ont été autant de facteurs de déstabilisation qui ont, en retour, débouché sur l'impossibilité d'imposer l'ordre unipolaire annoncé par les néoconservateurs. Dès lors, des espaces, des marges nouvelles apparaissent dans lesquels s'engagent certains pays, les «économies émergentes» en tout premier lieu.

Initiatives, limites et contradictions

La diplomatie turque se déploie tous azimuts et multiplie les initiatives à un point tel qu'il serait vain d'en faire le détail. Une cohérence se dégage néanmoins dont les axes peuvent être esquissés ici. En premier lieu, il est exact que des relations normales, voire amicales, ont été établies avec les voisins. Des partenariats stratégiques existent depuis le second semestre 2009 avec l'Irak, la Syrie, la Grèce et la Russie, à rebours de l'acrimonie ou de l'antagonisme qui ont longtemps prévalu. L'excellence des relations russo-turques est même un fait historique radicalement nouveau, si l'on veut bien oublier les offres d'amitié adressées en vain par la jeune Union soviétique à la Turquie naissante. Il en va de même avec la Bulgarie et la Roumanie, jadis soumises au «joug ottoman», tandis que des rencontres triangulaires Turquie/Serbie/Bosnie se tiennent très régulièrement, qui réunissent des «frères ennemis». L'intérêt manifesté à l'égard du Moyen-Orient n'est pas neuf, mais son orientation a été modifiée. Le gouvernement de l'AKP a très clairement exprimé sa compréhension à l'égard de la cause palestinienne, gelée par la connivence israélo-américaine. Il a protesté contre l'«opération plomb durci» et demandé la levée du blocus de Gaza, tout en œuvrant à la réconciliation entre factions du mouvement palestinien. Le règlement des multiples différends avec la Syrie, le rôle joué par la diplomatie turque pour convaincre les sunnites d'Irak de participer aux élections de 2005, pour servir d'intermédiaire impartial entre communautés du Liban, d'intercesseur entre la Syrie et le gouvernement d'Ehoud Olmert ou de facilitateur dans la question du nucléaire iranien, confirment ce retour de la Turquie dans cette région du monde. Cela s'est traduit par une dégradation sensible des rapports avec l'État d'Israël, surtout depuis l'affaire du *Mavi Marmara* et le refus du gouvernement Netanyahu de présenter ses excuses.

Les aspects économiques sont restés constamment sous-jacents, la diplomatie permettant de diversifier l'approvisionnement en hydrocarbures de la Turquie, à partir de la Russie, de l'Asie centrale, des rives de la Caspienne ou de l'Iran, et, à terme, de faire du pays un nœud des flux par tubes. Au lieu de jouer la rivalité en ce

domaine avec Moscou, comme pouvaient l'espérer les stratégestes à la Brzezinski, c'est à un essor des relations économiques bilatérales que l'on assiste – la Russie est le premier fournisseur de la Turquie –, de nouveaux accords ayant été conclus lors de la visite du président Medvedev en mai 2010, qui devraient permettre de tripler les échanges commerciaux en cinq ans et d'aboutir à la construction d'une centrale nucléaire russe, pour un coût de 20 milliards de dollars. On pourrait en dire autant des relations économiques et politiques avec la Chine ou l'Inde, souligner que le Kurdistan d'Irak est devenu un eldorado pour les entrepreneurs turcs, et le reste du pays également, noter que la Turquie a ouvert de nouveaux postes diplomatiques en Amérique latine et en Afrique subsaharienne ou qu'en juillet 2010, elle a accédé au traité d'amitié et de coopération avec l'ASEAN, l'Association des pays d'Asie du Sud-Est.

Aussi intéressante soit-elle, et elle l'est, cette diplomatie nouvelle se heurte à des limites et à des contradictions. La stabilité politique qu'assure l'AKP – il dirige le pays sans alliés parlementaires depuis 2002, a accru sensiblement le pourcentage de suffrages qu'il recueille et vient de remporter les élections législatives de juin 2011 – a sans nul doute favorisé l'activisme international et le redressement économique, qui, en retour, sous-tendent l'influence du parti. Mais si la croissance a repris après le choc de la crise de 2008, à un rythme si vif que l'hebdomadaire *The Economist* assure voir dans la Turquie « la Chine de l'Europe », la balance commerciale du pays reste fortement déficitaire. La balance des paiements ne peut être rétablie que par les flux financiers de l'étranger, avec les phénomènes spéculatifs et inflationnistes qui leur sont associés. Les inégalités sociales et régionales perdurent, la bourgeoisie anatolienne, aussi pieuse soit-elle, n'est pas porteuse de nouveaux rapports salariaux et la formation politique qu'elle soutient cède aux tendances néolibérales, comme trop souvent à ses inclinations autoritaires en matière de liberté d'expression.

Il était par ailleurs présomptueux de penser que l'Asie centrale tomberait sans coup férir dans l'orbite d'Ankara et que celle-ci serait en mesure de rétablir le calme au Caucase. Ici, il lui aurait fallu au préalable se réconcilier véritablement avec l'Arménie voisine, ce qui passe nécessairement par la reconnaissance de l'« aghet », la catastrophe, le génocide. Là, c'est plutôt avec l'Organisation de la conférence de Shanghai, au sein de laquelle coopèrent le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, la Russie et la Chine, qu'une architecture régionale a été trouvée et que l'avenir paraît se dessiner. Aussi la Turquie souhaite-t-elle lui être associée, à l'instar de l'Inde, du Pakistan, de l'Iran et de la Mongolie, démarche qui entre en contradiction avec son appartenance à l'OTAN.

Or, cette dernière reste la pierre angulaire de sa politique sécuritaire. Non seulement, ceci contribue à entretenir des dépenses militaires excessives, puisqu'elles dépassent les 5% du PIB, mais continue à lier le pays à la grande stratégie américaine. La Turquie participe à l'extension « hors-zone » de l'alliance, par exemple à travers l'« Initiative de coopération d'Istanbul » lancée lors du sommet de juin 2004, qui associe les monarchies du Golfe (Bahreïn, Qatar, Koweït, Émirats arabes unis), et donne du même coup une teneur pour le moins conservatrice à la diplomatie turque dans cette région du monde. En septembre de cette année 2011, Ankara a accepté l'installation à Kürecik, dans la province orientale de Malatya (Meledî, en kurde), d'un radar américain comme élément avancé de la « défense antimissiles ». L'Iran est ainsi directement visé, avec lequel la Turquie entretient par ailleurs un « partenariat stratégique ». L'exigence que les données et informations ainsi recueillies fussent réservées aux États membres de l'OTAN a été très vite abandonnée, ce qui signifie qu'Israël sera, comme on pouvait le prévoir, le principal bénéficiaire de cette implantation. Que faut-il en conclure à propos de la posture concernant la question palestinienne ?

34

D'une manière plus générale, bien qu'elles prônent le « *soft power* » et affirment ne vouloir avoir « aucun problème » avec leurs voisins, les autorités turques n'hésitent pas à démontrer qu'elles disposent d'un substantiel « *hard power* ». Elles font ainsi monter la tension à propos de l'exploitation des gisements de gaz naturel *offshore* qui ont été découverts en Méditerranée orientale. Très prometteurs, puisqu'on estime les réserves à 700 milliards de m³, ceux-ci s'étendent dans les eaux d'Israël, de la Palestine (bande de Gaza), du Liban et de Chypre. Ankara déclare, d'une part, qu'il ne saurait être question de laisser Israël exploiter seul le gisement de Mari-B qui s'étend également dans les eaux territoriales de Gaza, ce qui est légitime, et d'autre part, menace de recourir à la force pour empêcher la République de Chypre de prospecter ceux qui se trouvent dans sa zone économique exclusive, au sud de l'île, au motif que l'exploitation ne peut commencer avant la solution de la partition du pays, ce qui est contraire au droit international. On sait que les forces armées turques disposent de plus de 30 000 hommes dans la partie septentrionale du pays, autoproclamée République turque de Chypre du Nord, où quelque 120 000 colons anatoliens se sont installés depuis 1974.

Il va de soi que les mouvements populaires qui animent le monde arabe, tant au Maghreb qu'au Machrek, depuis la fin de l'année dernière, ont beaucoup occupé la diplomatie turque qui, elle aussi, a été prise à contre-pied. D'une manière générale, elle s'est prononcée pour des solutions politiques prenant en compte les aspirations au

changement des populations, tout en présentant son pays comme un modèle ayant su associer stabilité et développement économique, d'une part, démocratie, laïcité et pratique de l'islam, d'autre part. C'était là le sens du voyage effectué en septembre 2011 par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, périple qui l'a conduit en Égypte, en Tunisie et en Libye. S'agissant de cette dernière, si la Turquie s'est dans un premier temps, et fort justement, opposée à ce que la « responsabilité de protéger les civils » soit confiée à l'OTAN, elle a ensuite insisté pour que les opérations militaires soient conduites par cette dernière, pensant pouvoir influencer sur le cours des choses. En pure perte, quand bien même elle s'est bornée, pour sa part, à une action civile et économique. La volonté de ne pas perdre les importants contrats de génie civil conclus avec le régime libyen déchu a vraisemblablement fait pencher d'un côté le plateau de la balance. Concernée au premier chef par la situation de la Syrie voisine, avec laquelle de bonnes relations avaient été établies au cours de la dernière décennie, Ankara cherche manifestement à influencer sur l'opposition et à la modeler. Cette posture de grand frère n'est pas pour gêner les projets des puissances occidentales qui, au-delà de la lutte pour les marchés et pour la prééminence politique, inclinent à voir dans la « bourgeoisie anatolienne » un exemple pouvant aider à intégrer les frères musulmans, sous leurs diverses variantes, dans une nouvelle gouvernance de cette si importante région du monde. Où l'on pourrait voir l'une des raisons de l'attachement à l'OTAN. Toutefois, sans nier le moins du monde les mutations de la société turque, sans dénigrer les avancées démocratiques, pour que le modèle turc soit pertinent, pour que ses dirigeants puissent se présenter comme les hérauts de la démocratie, encore faudrait-il que les légitimes revendications de l'importante minorité kurde soient satisfaites. Les continuels obstacles dressés devant ses représentants élus et le récent regain des affrontements armés invitent à la plus vive vigilance.

Il y a quelque temps, le centre de recherches économiques de la revue *The Economist* a décidé de classer la Turquie parmi les CIVETS, la deuxième vague d'« économies émergentes », aux côtés de la Colombie, de l'Indonésie, du Vietnam, de l'Égypte et de l'Afrique du Sud. Ce classement, purement financier lui aussi, demeure hétéroclite, comme nous l'avons dit, et il s'avère que, pour des raisons géopolitiques et géoéconomiques, le dernier des pays cités a été coopté par les BRIC. Il n'en reste pas moins que ces deniers pourraient inspirer chacun des CIVETS et conforter ainsi le phénomène de diffusion de la puissance. Parce qu'il est amusant et qu'en anglais il évoque le chat musqué, ou civette, le nouvel acronyme sera peut-être retenu. Pour l'heure, la Turquie retrouve une voix qu'il convient d'écouter et d'entendre.

